“Pour un changement de paradigme” : interview avec Tom Goldtooth de l’Indigenous Environmental Network

Qu’est-ce que l’Indigenous Environmental Network ?

L’Indigenous Environmental Network (IEN) est né en 1990 en Amérique du Nord, grâce à l’espoir, au courage et à la vision commune des jeunes, des femmes et des aînés de nombreuses tribus qui voulaient protéger notre dignité de la destruction environnementale qui avait lieu dans nos terres natales. L’IEN est une large alliance de communautés indigènes qui sont sur la ligne de front de la résistance contre les combustibles fossiles, l’exploitation minière et les industries toxiques qui envahissent les terres et les cours d’eau. C’est une alliance de base communautaire, populaire, et nous parlons pour nous-mêmes en appliquant le principe du consentement préalable, libre et éclairé. Beaucoup de nos fondateurs proviennent d’une longue lignée de résistants indigènes contre la colonisation de l’Amérique du Nord.

Comment (et pourquoi) la mise en œuvre de projets d’envergure (de l’extraction de pétrole aux autoroutes et aux barrages) atteint-elle surtout les communautés indigènes et traditionnelles ?

Du point de vue de nos peuples indigènes du Nord, la conquête et la colonisation de nos terres et territoires par des colons européens, qui commença il y a plus de 500 ans, a toujours eu pour but d’exercer du pouvoir sur nos terres et d’en avoir le contrôle. Quand les envahisseurs européens sont venus, ils apportaient une cosmologie si différente de la nôtre que nous ne pouvions pas les comprendre et ils ne pouvaient pas nous comprendre. Le principe le plus destructeur que les envahisseurs européens aient imposé est la quantification et la chosification du monde naturel, en fixant une valeur monétaire aux choses sacrées, et en exterminant systématiquement les peuples indigènes qui s’y opposaient. Ces gens-là, qui ont maintenant implanté des systèmes économiques capitalistes non durables, cherchent sans arrêt des ‘ressources naturelles’ pour alimenter le gros monstre qu’ils ont créé. Comme ce monstre a besoin d’énergie, ils cherchent des régions lointaines du pays pour extraire des minéraux, pour construire de grands barrages, pour prendre nos arbres indigènes, et même pour voler nos médicaments traditionnels. Ils ont besoin de construire des routes et des chemins de fer pour parvenir à nos terres et territoires. Nous vivons dans un monde où il existe une société dominante qui veut toujours prendre et prendre, sans rendre jamais rien. Elle ressemble à une espèce prédatrice, dépourvue de compassion et d’amour pour les forêts, l’eau, la terre, les plantes, les animaux, les oiseaux, les poissons et tous les êtres vivants. Je pense que cette société dominante a un système de valeurs qui ne respecte pas le caractère sacré du principe créateur féminin de la Terre mère, ni ses rapports avec le Ciel père. Ils ont créé des politiques néolibérales de mondialisation, de libéralisation, de privatisation, de dérèglementation et de dénationalisation qui intensifient sans arrêt la violation des droits inaliénables des peuples indigènes et qui violent les lois naturelles de notre mère la Terre, de sa biodiversité. C’est pourquoi ils cherchent du pétrole et des minéraux soi-disant riches qui sont sous le sol, pour arracher tous les arbres anciens, pour capturer l’Esprit de l’eau et interrompre les cycles d’écoulement de la vie.

Que veut dire pour vous « racisme environnemental » ?

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, aux États-Unis, il y a eu des études qui ont découvert que les lois sur l'environnement et sur la santé publique de ce pays étaient discriminatoires à l'égard des peuples indigènes et des gens de couleur. Par gens de couleur j'entends les personnes afro-américaines, latino-américaines et asiatiques américaines. Dès le début des années 1970, de fortes lois nationales sur l'environnement avaient été approuvées, qui devaient être respectées aussi par les États. C'étaient des lois et des normes concernant l'air propre, l'eau propre et bien d'autres aspects de l'environnement et de la santé. Or, dans les années 1980 on a trouvé que de nombreuses entreprises et usines étaient en train d'installer des industries polluantes devant la porte des communautés de gens de couleur, sans se soucier de leur santé. En plus, on faisait de grands dépotoirs de déchets toxiques près des communautés de ces peuples ethniques, y compris à proximité des communautés de nos Nations tribales indigènes. Au début des années 1990, les États-Unis et l'industrie nucléaire avaient le projet d'enfouir les déchets fortement radioactifs des réacteurs nucléaires dans les terres et territoires indigènes. Le gouvernement a promis des millions de dollars, sous la forme de traités de partage des bénéfices, à chaque membre des tribus pour obtenir qu'ils acceptent d'utiliser nos terres comme dépotoirs de déchets toxiques et nucléaires. Cependant, dans le cas de toutes ces formes de développement industriel toxiques, radioactives et écologiquement destructrices, le gouvernement des États-Unis n'a pas appliqué les lois fédérales sur l'environnement partout de la même manière. C'est ce que nous appelons racisme environnemental.

Cela s'applique aussi aux industries extractives à propos de l'exploitation des mines et des combustibles fossiles. Le gouvernement des États-Unis, par l'intermédiaire des programmes du Bureau des Affaires indiennes, a négocié des accords sur les mines et les combustibles fossiles avec nos gouvernements tribaux, avec la fausse promesse qu'ils seraient avantageux pour nous. Pourtant, les dispositions concernant l'application des normes et réglementations environnementales pour préserver la qualité de l'eau et de l'air et la santé des nôtres, ainsi que l'écosystème et les systèmes alimentaires traditionnels, n'ont jamais été abordées. C'est de l'injustice à l'égard de l'écologie et de la santé.

Le fait qu'une bonne part des ressources énergétiques qui restent se trouvent dans des terres tribales situées dans des régions lointaines de l'Amérique du Nord, joint au désir des États-Unis d'atteindre « l'indépendance énergétique » grâce aux combustibles fossiles, pousse le gouvernement et l'industrie à cibler les terres tribales pour satisfaire aux besoins en énergie du pays (et du Canada). Cette avancée pour exploiter les ressources fossiles des terres indigènes est très préoccupante pour tous ceux qui nous occupons des problèmes énergétiques et climatiques.

Du fait que beaucoup de communautés tribales sont en dépression économique et que les gouvernements tribaux subissent des pressions pour y apporter des solutions, l'industrie énergétique a la possibilité d'avoir accès aux terres et aux ressources tribales en promettant des bénéfices à court terme. La possession de ressources énergétiques, jointe à la dépression économique, rend beaucoup de nos Tribus indigènes du Nord vulnérables aux 'solutions' rapides et destructives que propose la société dominante.

Or, ce 'racisme' existe partout. Les élites des pays du Sud qui poussent à inclure dans le programme national l'exploitation de l'environnement naturel méprisent les peuples indigènes de leurs pays. Dans le monde entier, l'exploitation et le pillage des écosystèmes et de la biodiversité, ainsi que les violations des droits inaliénables des peuples indigènes qui en dépendent, se sont intensifiés. Nos droits à l'autodétermination, à nous gouverner nous-mêmes et à choisir notre mode

de développement, nos droits fondamentaux à nos terres, territoires et ressources, subissent de plus en plus des attaques alarmantes issues de la collaboration des gouvernements, des transnationales et des ONG écologistes. Les activistes et les leaders indigènes qui défendent leurs territoires continuent de subir la répression et la militarisation, qui incluent l'assassinat, l'emprisonnement, le harcèlement et l'épithète diffamatoire de 'terroristes'. La violation de nos droits collectifs a lieu avec le même degré d'impunité. La réinstallation et l'assimilation forcées attaquent nos générations futures, nos cultures, nos langues, nos coutumes spirituelles et nos rapports avec la terre, du point de vue économique et politique. C'est ainsi sur toute la planète, sur toute la Terre mère. Tout ceci est une injustice.

Et qu'est-ce que cela représente pour la lutte des peuples indigènes ?

Quand on regarde les 26 dernières années, on voit que nos peuples indigènes et les gens de couleur du mouvement pour la justice environnementale et économique ont donné une âme au mouvement écologiste, ils ont sorti la protection de l'environnement de sa boîte carrée, en modifiant les politiques et en jetant les bases pour une résistance stratégique des communautés touchées de façon disproportionnée par les industries polluantes, mais aussi pour un changement économique et social.

La lutte pour nos peuples indigènes est fondée sur les droits. Nous, les peuples indigènes de toutes les régions du monde, nous défendons la Terre mère – les forêts, l'eau et tous les êtres vivants – contre l'agression du développement non durable et la surexploitation de nos ressources naturelles que comportent l'exploitation minière, l'exploitation forestière, les grands barrages, la prospection et l'extraction de pétrole. Nos forêts sont victimes de la production d'agrocarburants et de biomasse, des plantations et de l'imposition d'autres fausses solutions du changement climatique et de celle d'un développement non durable et nuisible.

Nous combattons aussi la marchandisation de la Vie – de la Nature – de la Terre mère et du Ciel père. Le capitalisme de la nature est une initiative perverse des transnationales, des industries extractives et des gouvernements, pour essayer de tirer profit de la Création en privatisant, en mercantilisant et en liquidant le Sacré, toutes les formes de vie et le ciel, y compris l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et les gènes, les plantes, les semences traditionnelles, les arbres, les animaux, les poissons, la diversité culturelle et biologique, les écosystèmes et les connaissances traditionnelles, tout ce qui rend possible et agréable la vie sur la Terre.

La Terre mère est la source de vie qu'il faut protéger, et non une ressource à exploiter et à mercantiliser sous la forme de 'capital naturel'. En tant que peuples indigènes, nous savons quelle est notre place et quelles sont nos responsabilités dans l'ordre sacré de la Création. Le manque d'harmonie du monde nous fait souffrir, quand nous voyons que l'ordre naturel de la Création est déshonoré et que la Terre mère, et toute la vie qu'elle contient, sont soumises à la dégradation et à la colonisation économique.

Le monde moderne ne peut pas atteindre la durabilité économique sans justice environnementale et sans une forte éthique environnementale qui reconnaisse les rapports de l'être humain avec le caractère sacré de la Terre mère. L'avenir de l'humanité dépend d'un nouveau paradigme économique et écologique qui reconnaisse les cycles de vie de la nature et les droits de notre mère la Terre.

En plus de lutter pour les droits des peuples indigènes, nous luttons pour que soit reconnu le droit de l'eau à être saine, et le droit de la forêt et de la Femme sacrée à être saines ; tel est notre combat.

Je parle souvent de mes craintes, de mes inquiétudes et de mes points de vue au sujet de nos combats. Depuis le Nord, je vois que, si les tendances actuelles se poursuivent, les arbres indigènes ne trouveront plus de place habitable dans nos forêts, les poissons ne trouveront plus vivables les ruisseaux, et l'humanité verra ses terres natales inondées ou frappées par la sécheresse à cause du dérèglement du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes et imprévisibles. Nos peuples indigènes ont déjà subi de façon disproportionnée les effets négatifs combinés du réchauffement planétaire et du changement climatique, et les effets négatifs de l'extraction de combustibles fossiles et des systèmes de traitement de cette industrie.

La Terre mère et ses ressources naturelles ne peuvent pas répondre aux besoins de production et de consommation de cette société moderne industrialisée et de son paradigme économique dominant, qui attachent de la valeur à la croissance économique rapide, à la quête de l'accumulation de richesses pour les entreprises et les individus, et à la ruée pour l'exploitation des ressources naturelles.

Je vois les problèmes que comporte le système de production non régénérateur du monde, qui crée trop de déchets et de pollution toxique. Nous pensons que les pays, ceux du Nord comme ceux du Sud, doivent se centrer sur de nouvelles structures économiques, régies par les limites et les frontières absolues de la durabilité écologique, par la capacité porteuse de la Terre mère. Je vois qu'il est nécessaire de distribuer de façon plus équitable les ressources mondiales et locales. Je crois qu'il est nécessaire d'encourager et de soutenir les communautés autonomes.

Nous, les peuples indigènes, nous remarquons que les Nations unies, la Banque mondiale et d'autres secteurs financiers et privés, comme les industries énergétiques et extractives, et même certains États des États-Unis, comme la Californie, essaient d'imposer un programme d'économie 'verte' qui est en train d'accroître la marchandisation, la financiarisation et la privatisation des fonctions de la Nature. Or, ces fonctions de la Nature sont les sources de vie de la Terre mère.

Je dois dire que cette question est une des plus pressantes auxquelles font face les peuples indigènes. Ce système économique 'vert' fixe un prix monétaire à la nature et crée de nouveaux marchés financiers qui ne feront que creuser les inégalités et accélérer la destruction de la Nature – la Terre mère – et, par là, celle de nos terres indigènes. Nous ne pouvons pas laisser l'avenir de la Nature et de l'humanité entre les mains d'instruments financiers spéculatifs comme l'échange d'émissions, les systèmes de compensation de carbone, dont la 'Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation (REDD), et d'autres systèmes commerciaux de conservation et de compensation de la biodiversité.

Les projets de type REDD et les projets de compensation des émissions sont déjà en train de causer des violations des droits de l'homme, l'accaparement de terres et la destruction environnementale. Si REDD+ est mis en œuvre dans le monde entier, il risque d'être la porte ouverte à la plus grande appropriation foncière des 500 dernières années. Ces initiatives de compensation permettent à des criminels comme Shell et Chevron de se tirer d'affaire.

Tout comme, au cours de l'histoire, la Doctrine de la découverte a été utilisée pour justifier la première vague de colonialisme en alléguant que les peuples indigènes n'avaient pas d'âme, et que nos territoires étaient terra nullius, c'est-à-dire un territoire sans maître, à présent l'échange d'émissions et REDD+ sont en train d'inventer des prémisses tout aussi malhonnêtes pour justifier cette nouvelle vague de colonisation et de privatisation de la nature. Ceci est très grave.

Les liens indissolubles des êtres humains et de la Terre, inhérents aux peuples indigènes, doivent

être respectés pour le bien de toutes nos générations futures et de toute l'humanité. Tel est le but de notre combat.

Connaissez-vous d'autres types d'approches directives concernant les territoires indigènes, qui soient moins évidentes ou visibles ? Si oui, pourriez-vous expliquer pourquoi ces impositions sont aussi des manifestations de racisme environnemental ?

La plupart des systèmes de gouvernement nationaux, étatiques et sous-nationaux, des pays du Nord et de ceux du Sud, manquent d'instruments pour la participation des peuples indigènes à la formulation de politiques. La plupart des gouvernements appliquent une politique paternaliste qui consiste à décider par eux-mêmes ce qui convient le mieux aux peuples indigènes. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des politiques sur l'énergie et l'extraction de minéraux. Il est très rare que les gouvernements souhaitent accorder aux peuples indigènes des droits sur le sous-sol, et ils limitent leurs droits territoriaux. On parle sans cesse de marchés secrets passés par les gouvernements nationaux, qui, plus tard, au moment de les appliquer, empiètent sur les droits des peuples indigènes. Quels sont donc les mécanismes pour lesquels nous plaidons ? Les principes ou les normes du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC d'après l'anglais) sont très importants pour toutes les décisions que prennent les gouvernements. Ces principes réservent à nos communautés indigènes le droit de dire Non ! à toute forme de développement que l'on propose pour leurs territoires. Dans le Nord, le gouvernement des États-Unis veut limiter notre droit de donner notre avis et de dire non, en continuant de promouvoir les mesures de 'consultation'. Mais l'important, c'est de savoir qui est consulté. Les gouvernements aiment 'consulter' nos intermédiaires indigènes, et ne viennent jamais au niveau de la base pour se réunir avec l'ensemble de nos communautés et discuter de tous les aspects du développement qu'ils veulent imposer à notre peuple. C'est partout pareil. Le plus souvent ils ont déjà complété leurs plans de développement. C'est pourquoi nous exigeons que nos communautés indigènes soient pleinement informées avant de mettre en œuvre le projet. Nous avons le droit d'être pleinement informés de tous les aspects, bons et mauvais, de ce qu'on propose. Et finalement, nous avons le droit de donner notre consentement collectif, même si nous devons dire non au projet. Le gouvernement doit respecter notre droit de dire non. Mais tel n'est pas le cas.

Comment pensez-vous que le mouvement de solidarité pour la justice sociale et environnementale puisse contribuer au combat contre le racisme environnemental sous toutes ses formes ?

Dans le Nord, au début des années 1990, quand le racisme environnemental était à son comble et que nos réclamations de justice environnementale se sont fait entendre, nous, les peuples indigènes, nous sommes associés avec les minorités, avec les gens de couleur. C'était une stratégie politique pour accroître notre pouvoir de faire changer les choses. Nous sommes les « Premières Nations », originaires des terres et territoires des États-Unis, et nous avons dit aux gens de couleur et aux mouvements pour la justice sociale que nous allions nous ranger à leurs côtés, pourvu qu'ils restent solidaires avec nos droits en tant que peuples indigènes. Nous avons vu que nous devions construire une base de solidarité avec d'autres mouvements pour la justice sociale et environnementale, afin de mieux faire entendre nos demandes de changement aux États-Unis. Cette stratégie a continué avec le mouvement pour le climat, en y ajoutant le mot 'justice'. Dans ce mouvement pour la justice climatique, nous avons beaucoup de problèmes en commun avec d'autres communautés qui sont pauvres, qui font face au racisme et à la pauvreté, et qui sont marginalisées et victimes de discrimination de la part de la société dominante des États-Unis. Ainsi, nous avons formé nos propres alliances pour la justice climatique et mobilisé les communautés qui luttent contre l'économie à base de combustibles fossiles, pour réclamer d'une seule voix un changement de

système plutôt que de climat.

Les peuples indigènes et non indigènes, et les communautés qui se battent sur le terrain pour pousser leurs gouvernements à réexaminer un système juridique qui ne marche pas, ont besoin de dialoguer entre eux. La solidarité est nécessaire pour construire une base de pouvoir, pour développer l'éducation populaire et informer de ce qui arrive à la Terre mère les communautés qui ont toujours été opprimées. Grâce à l'éducation et aux principes d'organisation de base communautaire, davantage de personnes sont en train de comprendre qu'il faut une législation qui reconnaisse les droits de l'environnement, des animaux, des poissons, des oiseaux, des plantes, de l'eau et de l'air lui-même.

À présent, les mouvements sociaux commencent à percevoir une structure de pouvoir qui ne respecte personne, à l'exception du petit 1 % que représentent les élites fortunées. Ils commencent à voir l'importance et la sagesse des cosmologies, des philosophies et des visions du monde indigènes. Cela vaut la peine de se mobiliser pour un changement de système avec d'autres mouvements non indigènes. Nous avons besoin du pouvoir populaire pour parvenir à des solutions de longue durée, qui se détournent des paradigmes dominants et des idéologies centrées sur la croissance économique, sur les bénéfices des entreprises et sur l'accumulation de richesses comme moteur principal du bien-être social. Les pressions venues de l'extérieur continueront d'avoir des effets négatifs sur nos peuples indigènes. Alors, que faisons-nous pour changer cela ? Nous établissons des contacts et nous associons à des alliés non indigènes et à des mouvements sociaux. Inéluctablement, la transition se fera vers des sociétés dominantes qui puissent s'ajuster équitablement à des niveaux réduits de production et de consommation, et vers des systèmes d'organisation économique de plus en plus localisés, qui reconnaissent et respectent les limites de la nature et la Déclaration universelle des droits de la Terre mère.

Merci.